



REPOBLIKANY MADAGASIKARA
MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DE LA PÊCHE

Projet de mise en valeur et de protection
des Bassins versants du Lac Alaotra

**APPUI AU VOLET
« PROFESSIONALISATION DES ORGANISATIONS DE
PRODUCTEURS » DU PROJET BV-LAC**

Mission Juin 2007

Eric Penot

**Mission d'appui auprès de la Cellule du projet
Mission n° 4/2006
4/6 au 14/6 2007**

CELLULE DE MAITRISE D'ŒUVRE DELEGUEE
CIRAD
Ambatondrazaka



Juin 2007

Financements : AFD CMG 1158 – Etat malgache - Bénéficiaires



AGENCE FRANÇAISE DE DEVELOPPEMENT

Mission Juin 2007 résumé

Cette mission d'appui a été réalisée du 4/6 au 14/6 2006.

Les objectifs de cette mission étaient les suivants :

- Préparation des sessions API avec les autres opérateurs sur les GSD avec BEST
- Analyse des remboursements de la campagne de crédit 2005-2006 : mise en place du stage Crédit (avec Maud Oustry, Supagro/IRC).
- Mise en place des stages 2007 sur la caractérisation des exploitations agricoles et la mise en place d'un réseau de fermes de références avec les opérateurs (avec Stéphanie Nave et Claire Durand, Supagro/IRC)..
- Mise en place du stage sur sécurisation foncière et aménagement du territoire (avec Julien Clément, ENESAD).
- Visite des terrains en cours d'enquêtes pour la caractérisation des exploitations agricoles (Rive Est , Rive Ouest et PC 15).
- appui aux stagiaires en cours (Université de Tamatave et ESSA) et affaires courantes.
- Revue du contrat BERELAC (extension)

La prochaine mission est programmée du 29 juillet au 10 aout 2007.

Acronymes

ACCS	: Association de Crédit à Caution Solidaire
ACSA	: Agents Communautaires Villageois en Santé Animale
AFD	: Agence Française de Développement
AGC	: Assemblée Générale Constitutive
AGO	: Assemblée Générale Ordinaire
AUE / AUR	: Association des Usagers de l'Eau / des Réseaux
BERELAC	: Bureau d'Etudes et des Réalisations du Lac Alaotra
BEST	: Bureau d'Expertise Sociale et de Diffusion Technique
BNI/CL	: Banque Nationale pour l'Industrie / Crédit Lyonnais
BOA	: Bank of Africa
BRL	: Compagnie d'Aménagement de la Région du Bas-Rhône et du Languedoc
CECAM	: Caisse d'Epargne et de Crédit Agricole Mutualiste
CEFFL :	Centre Expérimentation et de Formation en Fruit et Légume
CIRAD	: Centre de Coopération internationale en Recherche Agronomique pour le Développement
CTHT :	Centre de Technique Horticole de Toamasina
DDR	: Direction de Développement Régional
DDMF	: Direction Déléguée chargée de la Micro Finance de la BOA
DIRDR	: Direction Inter-Régionale de Développement Rural
FAUR	: Fédération des Associations d'Usagers des Réseaux
FGM	: Fonds de Garantie Mutualiste
FITAMITO	: Fikambanamben'ny TAntsaha Mlaro ny TOntolo iainana
FIFATA :	Fikambanana Fampivoarana ny TAntsaha
FVRVM	: Fédérasion'ny Voly Rakotra Vallée Marianina
GCV	: Grenier Commun Villageois
GRI	: Groupement des Rizicultures Irriguées
GSD	: Groupement Semis Direct
GTDR :	Groupe de Travail pour le Développement Rural
MAFF	: Mitsitsy Ambioka sy Fomba Fiasa : Projet d'économie de semences et d'amélioration des façons culturales
MAEP :	Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche
ONG	: Organisation Non Gouvernementale
OP	: Organisation Paysanne
OPCI	: Organisme Public de Coopération Inter-communale
OPF	: Organisation Paysanne Féminine
OTIV	: Ombona Tahiry Ifampisamborana Vola
PC 15	: Périmètre de culture N° 15
PTA	: Programme de travail Annuel
RMME	: Rizière à Mauvaise Maîtrise de l'Eau
RI	: Riziculture irriguée
SD	: Semis Direct
SDCV	: Semis Direct à Couverture Végétale
SIG	: Système d'Information Géographique
SDA	: Semis Direct amélioré
SIG	: Système d'information géographique
SCV	: Semis Direct sur Couverture Végétale
SRI	: Système de Riziculture Intensive
TAFA	: Tany sy Fampandrosoana (Terre et Développement)
VM	: Vallée Marianina
VSF	: Vétérinaires Sans Frontières
ZGC	: Zone de Gestion Concertée (entre 50 et 200 ha environ)

APPUI AU VOLET

« PROFESSIONALISATION DES ORGANISATIONS DE PRODUCTEURS » DU PROJET BV-LAC.

Mission juin 2007

Introduction

L'essentiel de cette mission a porté sur l'appui et la mise en place des stages sur la caractérisation des exploitations agricoles (avec des visites sur le terrain), le crédit et la sécurisation foncière, ainsi que sur le fonctionnement d'un GSD et l'enquête exploitation sur le PC 15. Le second objectif concernait la préparation et l'organisation des sessions API avec les opérateurs AVCF, ANAE et BRL.

1 Réunion de synthèse avec BEST le 6 juin 2007

Evaluation des OP partenaires du projet bv lac (année – 2007)

Source BEST.

Après les quatre années d'activités dans le cadre du Projet BV Lac dans le volet Animation - Formation, BEST a apporté un appui aux OP partenaires du Projet pour réaliser une autoévaluation assistée auprès de 221 OP de base ayant bénéficié d'un appui de BEST. Le but de cette évaluation étant de catégoriser chaque OP selon son degré de maturation par rapport à l'autonomisation et à la professionnalisation.

La finalité serait de connaître les efforts qu'ont fourni ces OP pour déterminer ce qui reste à réaliser pour atteindre les objectifs du Projet et des paysans membres.

L'autoévaluation se faisait en présence de tous les membres de l'OP après une convocation émise par le bureau. C'est un rappel sur le fonctionnement de l'OP pour tous les membres et une mise au point de la situation actuelle. Une récapitulation est faite après la fin de la séance.

La grille d'évaluation tient en compte ces différents critères :

- Année d'existence,
- Participation des responsables à la formation fonctionnelle,
- Application de la formation fonctionnelle,
- Evolution du nombre de membres,
- Respect des engagements,
- Activités économiques,
- Recherche de partenariat,
- Adhésion à une superstructure.

Notation de chaque OP selon le résultat de l'évaluation.

Ces critères sont notés de 1 à 5 et la totalité selon notre analyse va montrer le degré de maturation de chaque OP évaluée.

La note 1 équivaut à 0% de réalisation, 2 à 25%, 3 à 50%, 4 à 75% et 5 à 100%.

Les 4 premières étapes ont été réalisées c'est-à-dire que toutes les 221 OP partenaires du Projet ont été notées selon la grille d'évaluation.

La catégorisation a été effectuée selon le résultat de la notation. Les OP ont été catégorisées en quatre types selon les pourcentages des notes obtenues :

- Typologie 1 : 70% et plus
- Typologie 2 : 50 à 69%
- Typologie 3 : 30 à 49%
- Typologie 4 : moins de 30%

Les OP de la typologie 1, pour être autonomes devront être appuyées sur le contrôle financier et des réalisations économiques ; sur le développement de la recherche de partenariat et de l'approche exploitation et non parcellaire.

Les OP de la typologie 2 ont les mêmes problèmes que celles de la typologie 1 mais la différence étant que la majorité d'entre elles n'ont que deux années d'existence.

Les OP de la typologie 3 sont constituées en grande partie par les OP nouvellement créées et qui n'ont pas encore eu de formation fonctionnelle ; la plupart d'entre eux n'adhèrent pas encore à des superstructures.

Les OP de la typologie 4 sont constituées par les OP qui ont abandonné le partenariat avec le projet pour diverses raisons et les OP qui n'ont pas de notes n'ont pas pu être évaluées.

Le tableau ci-dessous est avancé pour le dénombrement des OP suivant leur typologie :

TYPOLOGIE	GSD	ZGC	OPF	TOTAL
1	26	07	07	40
2	53	19	11	83
3	74	07	04	85
4	07	-	06	13
TOTAL	160	33	28	221

Une enquête a déjà été réalisée sur les 40 premières OP de type 1. Une seconde est en cours pour les 83 de type 2

Les tableaux synthétiques de données issues de l'enquête d'évaluation sur les OP

Une proposition sur l'amélioration du tableau de synthèse des 40 OP de type 1 des remboursements a été faite. Le tableau actuel nous indique les superficies cultivées, les modes de faire valoir (important dans le contexte d'adoption des systèmes SCV par exemple), les productions, leur valeur (chiffre d'affaire), les animaux, le matériel et les montants de crédit pris par campagne.

On propose également d'inclure quelques informations supplémentaires dans les dossiers de crédit et pour l'enquête sur les 80 OP en cours. Les éléments à collecter pour une meilleure utilisation nous semblent les suivants :

- estimation des coûts de production (intrants hors main d'œuvre salariée) et
- coût totaux de main d'œuvre salariée (temporaire et permanente).

On enregistre les coûts réels en numéraire.

Cette information, même relativement peu précise, nous donnerait une meilleure idée de la marge brute/exploitation agricole. Le rapport crédit /marge brute pourrait alors être calculé. Ce ratio et celui de la superficie cultivée totale aiderait à prendre une meilleure décision sur le montant du crédit, l'itinéraire technique à conseiller et finalement permettrait de limiter le risque potentiel de non –remboursement.

- nombre d'actifs plein temps par exploitations : cela permet de calculer la valorisation de la journée de travail dans l'exploitation agricole et la marge brute /actif.

- montant annuel des dépenses de la famille : ceci permet de calculer une estimation du solde de trésorerie.
- connaître les recettes annuelles off farm, Travail hors exploitation (autres ressources).

Un tableau de synthèse a été réalisé avec BEST et Jean Marcel. Ce tableau est exportable sur Winstat pour exploitation des données.

Enquête socio-économique des 80 OP restantes de type 2.

En complément de l'enquête générale sur les OP, une enquête socio-économique est réalisée auprès des membres des OP de type 1 et 2

Best recrute des enquêteurs pour les 80 OP de type 1

Le même tableau revu et corrigé sera utilisé pour les résultats. Les données manquantes seront également collectées pour les 40 OP de type 1

Aspects « Commercialisation »

Une mission mensuelle de Mme Tiana est effectuée pour organiser les fonctions approvisionnements et commercialisation. La mise en place des formations pour ces deux fonctions pour les personnels des fédérations ou coopératives sont prioritaires, avec dans un second temps, celles des agents des opérateurs qui seront ainsi sensibilisés à ces problèmes.

Les prix des principaux produits agricoles sont excellents cette année : cas du maïs avec des prix autour de 450 Ar/kg par rapport à 120 l'an dernier en août. Il est souhaitable que l'esprit de spéculation ne soit pas développé chez les producteurs (il pré-existe déjà assez comme l'ont montré les comportements l'an dernier avec les producteurs de maïs) afin d'éviter les erreurs de l'an dernier aboutissant pour certains producteurs à des difficultés de remboursement de crédit. Les négociations entre producteurs et certains acheteurs (dont la SILAC par exemple pour 50 tonnes) sont difficiles du fait de l'intransigeance des producteurs. La formation devrait fortement intervenir sur ce point afin d'introduire des notions de flexibilité dans les négociations.

Les productions sont quelquefois sérieusement souffertes de l'effet des cyclones (sur la rive Est en particulier). A cause de ces cyclones et du dernier en particulier : la vente

du mais s'est faite en vert à des prix autour de 200/250 AR car les cultures étaient couchées dans les champs.

On note globalement un manque de formation sur les capacités de négociation et en particulier sur la souplesse de négociation en fonction de l'information sur les prix. Il faut donc former en priorité les membres des commissions commercialisation (Formations organisée par Mme Tiana).

La coopérative de tomate a un problème interne et est en panne. Le problème ne peut être réglé que de façon interne par les membres de la coopérative qui devront rapidement savoir que les OP non opérationnelles ne seront plus supportées par le projet. La coopérative ne possède encore aucun d'agent commercial ni de commission.

Les deux autres fédérations ont nommé des commissions de 6 membres qui assurent toutes les fonctions. Chaque commission va définir son agent commercial. Les fédérations vont travailler sur la base des PTA des groupements. Les PTA sont préparés dès juin.

La Fitamito a changé de bureau : son fonctionnement reste administratif et peu innovant. Elle est principalement axée sur la sécurisation foncière et l'aménagement des ZGC qui reste un point important dans l'approche bassin versant du projet.

Synthèse (Best) :

- FVRVM Ilafy

- Problème de remboursement de crédit : 3 sur 16 groupements n'ont pas remboursé leur crédit et sont suspendus des appuis et des activités de FVRVM
- Les GSD d'Imerimandroso et d'Ilafy (ayant acquitté leurs dus à la BOA mais qui ont leur FGM retenu suivant le principe de la caution solidaire) ont porté plainte contre les GSD défaillants

- Coopérative TAMBATRA (producteurs de tomates)

- Conflit d'intérêt : le président qui est propriétaire de terrains dont des membres sont les métayers. Toujours absent, une partie des membres (qui ne sont pas ses métayers) se plaignent de cette situation : blocage au niveau du fonctionnement du bureau actuellement. Une AG sera tenue le 24/05/07 pour une prise de décision face à ce problème.
En plus, le président et M.Mamy (BEST) sont entrés en conflit suite à cette situation

- FITAMITO

- Problèmes évoqués lors de la rencontre du 20/05/07 avec le président et son trésorier (cf. compte rendu de cette date) : problème interne, problème avec l'opérateur sur place qui travaille uniquement avec les GSD et non avec les ZGC.

Pour le riz, on a observé jusqu'à 40 % de perte. Certaines parcelles dans la rive est ont été entièrement inondées et perdues.

Les 3 étudiants sur les filières de commercialisation pomme de terre, tomate et mais, ont remis des rapports qui sont en cours de finalisation.

Sur La campagne 2005_2006 de Crédit

La fédération Miray à encore 5 GSD qui n'ont pas remboursés. In fine, une grande partie des membres a remboursé : les membres du bureau ont visité personnellement les non payeurs montrant ainsi l'intérêt du renforcement de la pression sociale.

Il faut demander à la BOA et OTIV d'informer chaque moi sur la récupération des FGM si remboursements il y a et non chaque trimestre comme actuellement.

Maud Oustry (Supagro/IRC) a commencé son stage sur l'analyse de l'offre de crédit au lac Alaotra et les 3 campagnes de crédit sous l'égide de BV-Lac.

Sur la base de données

Il existe des chiffres différents entre BOA et les données BEST observé par Maud Oustry qui a décortiqué les chiffres fournis du fait d'une part de l'opacité des calculs qui sont fait à Tana et non maîtrisés par l'agence locale et d'autre part du manque d'information suffisamment rapide entre BOA et BEST. Il existe ainsi quelques différences. La stagiaire va vérifier la cohérence des données.

In nous parait absolument nécessaire d'avoir un tableau final de synthèse par campagne avec les dates des remboursements, échéance, et remboursements réels si retards.

Analyse des campagnes

En résumé : on peut qualifier les 3 campagnes de BV lac comme suit :

- Campagne 2003-2004 : formation des groupes et préparation des campagnes ultérieures. Crédit fournisseurs projet : remboursement 65 %. Taux pour le moins mauvais.
- Pour la campagne 2004-2005 : campagne avec de bonnes conditions climatiques et un taux de remboursement très satisfaisant.
- Pour la campagne 2005-2006 : sécheresse : problèmes de variations importantes des niveaux de production selon les pratiques et les retards de cultures. De nombreux retards de remboursement et le blocage de pratiquement tous les FMG ont abouti a une situation potentiellement dangereuse pour la durabilité des crédits a caution solidaire. Beaucoup de paysans ont développé des cultures de contre-saison avec en particulier la pomme de terre qui a permis de rembourser les crédits (mais avec retard).
- Campagne 2006-2007 en cours.

Le cas de la zone AVSF

50 % des adoptants AVSF n'ont pas repris de crédit en 2007 ce qui est un fait marquant mais pas forcément une tendance : principalement pour cause de non-remboursement en 2006. Le risque est donc apparu comme trop important pour beaucoup. Les autres raisons sont les suivantes :

- un contexte actuel compliqué : avec des propositions techniques pas toujours en rapport avec les stratégies réelles des producteurs.
- une situation fragile pour ceux qui n'ont pas accès aux périmètres irrigués ou sans rizières irriguées.
- une historique difficile avec AVSF entre 2001 et 2005 (paysans plus habitués à être subventionnés).
- Plusieurs groupements n'ont pas obtenu le montant désiré et les groupements ne renouvellent pas les demandes de crédit.
- un problème d'organisation entre opérateurs.

L'année dernière a été une année de reprise et refonte de l'équipe. Il convient donc d'étudier avec prudence les véritables raisons de cette attitude concernant le crédit (ce que fera Maud Oustry dans le cadre de son stage d'étude sur les pratiques de crédit au lac Alaotra).

Pour AVSF : chaque PTA des membres ACCS sont faits avec le technicien. Puis décision est prise sur le PTA « global » de l'OP avec BEST et enfin, présentation du PTA globale de l'OP à la BOA. La démarche n'était pas claire entre les opérateurs. Quelques montages de dossiers n'ont pas été clairement faits et les dossiers mal présentés ont aboutis à des crédits diminués.

Cette expérience montre clairement la nécessité de former les techniciens aux conditions de crédit. OTIV et BOA se sont engagés à former les techniciens.

Plus Globalement

La situation est donc assez grave tous les groupements ACCS (72) qui ont leur FGM bloqué du fait de la mutualisation des FGM au niveau de la banque (non remboursement intégral de la BOA) pour 2005/2006. Pour 2006/2007, la mutualisation sera faite au niveau des Fédérations. Les autres, non affiliées, seront mutualisées au niveau de la banque.

On observe :

- 4 ACCS en retard de paiement et 14 en non remboursement sur 54 a Ambatondrazaka.
- 1 ACCS en retard de paiement et 6 en non remboursement sur 20 a Amparafaravola.

Au total 5 ACCS sont en retard mais ont finalement remboursés (ont fait de la pomme de terre pour rembourser suite à une mauvaise récolte). In con veint d'intégrer ces 5 ACCS parmi celles qui vont être enquêtées dans le courant de l'été par Maud Oustry, de même qu'un échantillon représentatif parmi les 20 en situation de non-remboursement.

On peut partir sur la base d'une typologie de situation assez simple mais opérationnelle :

- OP avec personne de mauvaise foi
- OP avec tentative de solution (culture de contre saison pour assurer le remboursement)
- OP sans recherche de solution (situation attentiste).

3 ACCS de chaque type seront enquêtées.

Pour les crédits OTIV : parmi les 261 bénéficiaires, 35 sont en non-remboursement complet. On peut alors en choisir 10 pour enquête.

La stagiaire sera suivi en juillet puis en septembre avec le passage de Betty Wampfler (Supagro/IRC), co-encadrante du stage et spécialiste du micro crédit. On en profitera pour faire 1 ou plusieurs conférences/Débat sur le micro crédit, les différentes approches et les situations rencontrées dans d'autres pays, avec tous les opérateurs intéressés (première semaine de septembre).

Les crédits fournisseurs

Dans l'ensemble les crédits fournisseurs n'ont pas été clairement perçus et son apparus comme non fonctionnels avec des taux de remboursement assez faibles.

Pour la campagne 2003-2004 : un crédit revolving, peu clair, a été perçu comme une subvention : 65 % de remboursement.

Le PSDR/BM finance des projets avec un très faible remboursement ce qui incite les producteurs a ne pas rembourser els autres crédits éventuels.

Le DRDR a proposé un crédit « Engrais voucher » avec un taux de recouvrement très faible. De plus il est proposé des engrais subventionnés par le gouvernement qui rentre directement en concurrence d'une part avec les privés, et d'autre part avec les offres des autres projets !.

Cette situation a entraîné des problèmes de manque à gagner pour les fournisseurs du secteur privé: avec également des pertes dues au stockage et à la mévente.

Le crédit fournisseur de l'opérateur SD MAD a été remboursé à hauteur de 10 % ce qui est catastrophique et lié en grande partie aux résultats très inégaux de la campagne. En effet, l'impact d'une sécheresse sur les RMME est important et aboutit à un risque très important en cas d'investissement sur les intrants.

En ce qui concerne l'Association des producteurs de pomme de terre : le projet a avancé les semenceaux (crédit fournisseur projet) mais les producteurs ont eu quelques problèmes de production. Ils ont ainsi remboursés la BOA avec le produit de la récolte de pomme de terre de contre saison et n'ont pas alors par remboursé le crédit « semenceaux ». De fait, ils commencent à rembourser ces derniers avec un an de retard.

Cette Concurrence entre SD-MAD (crédit fournisseur et non ACCS), PSDR, DRDR et approche ACCS de BV lac est nettement antagoniste à la logique d'autonomisation du projet. Il serait bine sur préférable de négocier une certaine cohérence dans les actions entreprises entre grands opérateurs de développement.

Développement d'outil pour le crédit

- Tableau de remboursement et mode de calcul des intérêts pour valider l'intérêt du remboursement anticipé
- Supports d'animation distribués dans toutes les ACCS

- Meilleure gestion des remboursements en plusieurs fois et des recouvrements : meilleure gestion par les ACCS

Demande de BEST pour des outils simples, mise en œuvre par les ACCS pour gérer les remboursements. On pourra profiter de la mission de Betty Wampfler début septembre 2007 (spécialiste du micro-crédit et professeur à Supa-agro/IRC) pour demander des micro conférences/workshop sur des sujets qui nous intéressent : micro outils de gestion pour les OP, types de crédits, fonctionnement des OP dans d'autres pays pour générer des idées....

Renforcement des OP

Des formations fonctionnelles sur les 80 OP en type 2 à faire passer en type 1 : -

- Renforcer la vie associative.
- Voir les dérives de fonctionnement, les adaptations réalisées

2 Analyse des sessions API de 2006 et propositions de mise en place pour les opérateurs BRL, AVSF, ANAE et SD-MAD sur les actions DSG et RMME¹

Les sessions d'auto évaluation assistée avec la méthode API

Nous avons relancé cette méthode d'auto-évaluation basée sur la méthode API proposée par G. Belloncle des les années 1984-85 à la SOMALAC en particulier sur la riziculture irriguée, reprise dans ses interventions au début des années 1990.

L'ensemble des données sur les itinéraires techniques ont été analysées et seront regroupées dans un rapport spécifique sur les innovations, la mise en œuvre des différentes techniques, les besoins exprimés et les réelles possibilités d'amélioration des rendements en riziculture irriguée. Ce rapportes est en cours de finalisation.

Application de sessions API avec les GSD : propositions.

Le contexte ne sera pas tout a fait le même entre les GRI et les GSD.

Rappel de la proposition de programme des sessions API 2006-2007

Objectifs :

- 1- Meilleure connaissance sur les conditions de succès et d'échec des systèmes SCV
 - comprenne les mécanismes de dérives des systèmes
 - quels sont les moteurs des SCV
 - les conditions climatiques peuvent elles être vraiment tamponnées.
- 2 - Renforcement de l'autonomisation par la formation des fédérations, DSG et autres OP aux techniques de l'auto évaluation.
- 3 - Base d'information et de perception entre ce que les techniciens proposent et les paysans font

On renvoie le lecteur aux rapport précédents de l'auteur qui rappelle la méthodologie (qui sera rappelée également dans le rapport des sessions API 2006).

Les zones :

- Sur Imerimandroso, BRL travaille sur 5/6 communes et on peut envisager 5 sessions API. Dans ces sessions, on invitera 5 à 10 paysans bien différenciés qui vont présenter leurs pratiques et leurs itinéraires techniques. Les autres membres des groupements des autres villages seront invités à assister et à éventuellement réagir.

Sur PC 15 et NM, zone BRL : Andohasahabe et Amparihimaina, et Ilafy.

- villages BRL zone ouest ; a voir.

- Pour l'ANAE, 3 sites possibles avec 3 sessions API : priorité a Ankorirka.

¹ Cette partie a été co-rédigée par Tsito et E penot.

- pour l'AVSF : 2 sites Morafena, Maritampona,

L'ANAE et AVSF ont des thèmes autres que la pratique SCV : enherbement, intégration élevage-agriculture qui seront à intégrer ;

- En zone RMME, avec l'opérateur SD-MAD, la zone couverte intègre beaucoup de villages. On pourra, avec les 3 zones identifiées par SD-MAD faire éventuellement 3 sessions API (1 par zone) si l'opérateur le souhaite. Les risques potentiels liés aux parcelles par rapport aux propositions techniques en RMME sont un sujet prioritaire. Etant donné les résultats de la campagne 2005-2006, il serait préférable d'orienter les sessions sur les problèmes à résoudre.

Ces propositions ont été discutées avec les opérateurs en février 2007, sauf AVSF non présent à cette réunion mais qui participera aussi (5 sessions API comme BRL par exemple sur les 5 zones).

Le programme des sessions API devraient débuter dès que possible.

3 Enquêtes en cours en 2007 et appui aux stagiaires

Mise en place de l'enquête de caractérisation des exploitations agricoles

On rappelle que l'objectif de ces enquêtes de caractérisation des exploitations agricoles est d'obtenir de l'information détaillée sur les processus d'innovations, les sources de revenus agricoles et non agricoles en fonction des itinéraires techniques adoptés et des différentes activités. L'objectif final est de permettre la sensibilisation des opérateurs à la nécessité de comprendre les actions menées au niveau exploitation agricoles et d'en mesurer l'impact grâce à la mise en place d'un réseau de fermes de références, clés main, avec les exploitations choisies (en partenariat avec les opérateurs) et modélisées. Un réseau de fermes de références est un sembler d'exploitations représentatives des différentes situations agricoles, suivies tous les ans, permettant de mesurer l'impact des actions du projet. La méthodologie a été largement présentée dans les rapports précédents.

Sélection des zones

Les zones ont été sélectionnées avec les opérateurs afin de prendre en compte les zones les plus représentatives et où les actions du projet sont conséquentes.

Le choix des exploitations se fait lors de l'enquête exploratoire : au niveau village ou sont discutés avec les acteurs locaux les principaux systèmes de culture et systèmes de production présents dans le village. On aboutit à une typologie temporaire ou sont choisies un certain nombre d'exploitations (choix raisonné) afin d'être sûr de couvrir l'ensemble des types d'exploitations. L'analyse des exploitations enquêtées permet alors de confirmer la typologie temporaire, voire de la transformer.

Les zones sélectionnées sont les suivantes :

Zone PC 15 hors périmètre irrigué (BRL) : village avec 52 ha (foncier sécurisé) de tanety cultivée (et partiellement accès aux rizières irriguées, dans ou hors maille).

25 à 30 exploitations seront enquêtées sur les deux villages : Andohasabe et Amparihimaina



Etude sur PC15 maille 11/12 : 15 exploitations agricoles ont été enquêtées par Mahana Viviane Randrianjafy (Université de Tamatave entre février et mai 2007 : étude de caractérisation des UPA sur PC 15 maille 11/12 qui représentent un échantillon représentatif des exploitations sur périmètre irrigué PC 15 . Le rapport est en cours de finition.

Rive Nord-Est, Imerimandrosso (avec BRL) :

Village de Ambohipasika, zone de baiboho



Village de Ambaniala (Imerimandrossos Nord)



25 à 30 exploitations seront enquêtes sur ces deux villages.

- rive Ouest, Imamba, Ivakaka (avec AVSF)

Village de Morafena



Village de Maritampona



25 à 30 exploitations seront enquêtées par village

Les 15 exploitations AVSF enquêtés fin 2006 (réseau ACSA) seront revues afin de choisir éventuellement quelques fermes de références.

zone Rive Ouest ANAE :

Par suite de réduction du temps totale sur le terrain : l'enquête sur la zone ANAE sera réalisée par une autre stagiaire , Caroline Carette, à partir de Septembre 2007 afin de compléter le réseau initié avec 10 exploitations ANAE (début 2007)

Choix des villages dans la zone Ouest : Ankorirka ANAE



Suite des activités pour le second semestre 2007

Un second stage de caractérisation des exploitations agricoles et d'exploitation du réseau de fermes de références est prévu de septembre 2007 à mars 2008 avec Caroline Carette (SUPAGRO, Montpellier). Les objectifs de ce stage seront :

- terminer les enquêtes de caractérisation dans 3 zones : village de Ankorirka (rive Ouest), Vallée Marianne (zone BRL, Ilafy) et PC15 /in mailles;
- valorisation du réseau de fermes de références :
 - organisation de 2 journées de workshop avec les opérateurs sur les hypothèses de développement pour délimiter els hypothèses de scénarios:
 - choix des itinéraires techniques en fonction des typologies d'exploitation
 - modélisation et proposition de scénarios : étude d'impact des choix techniques et exploration prospective des scénarios les plus pertinents et les moins risqués pour les producteurs selon la typologie et les situations.
 - Transformer les résultats en schémas opérationnels pour le développement
 - Valoriser l'outil « réseau de fermes de références » modélisées pour optimiser l'approche exploitation (par rapport à l'approche parcelle).
 - Séminaire final de restitution /Validation avec tous les opérateurs.

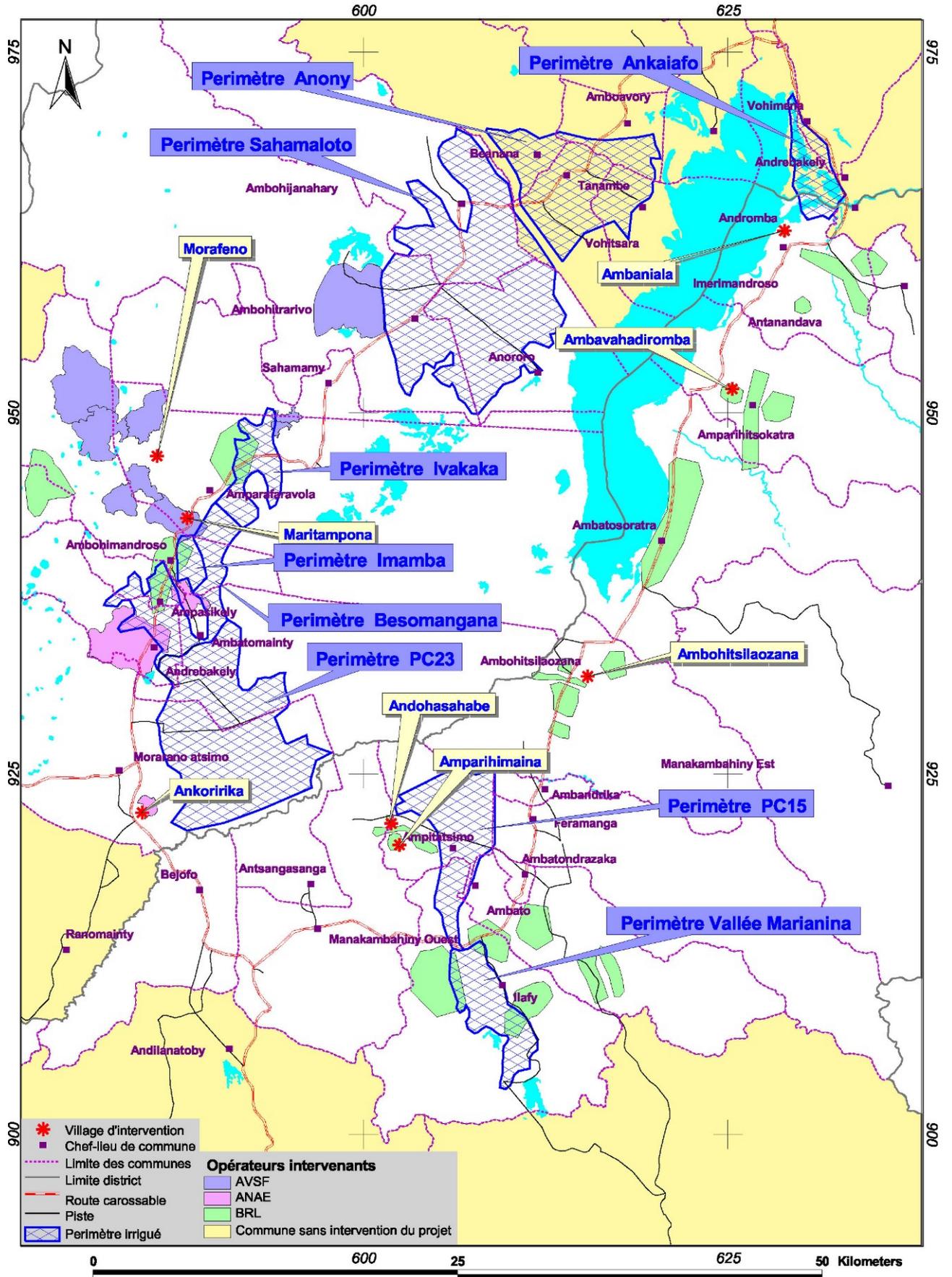
Ce stage permettra de finaliser le réseau de ferme de référence, et de le rendre opérationnel avec tous les opérateurs en cherchant l'appropriation par les opérateurs de l'outil.

Les autres zones ne seront pas couvertes en 2007 à moins de la mise en place d'autres stages par des étudiants, de l'ESSA par exemple, sur autre financement, dans le second semestre 2007.

Cette possibilité est en cours d'exploration.

La seconde priorité concernerait les exploitations ayant majoritairement des RMME (partenaire potentiel SD-MAD, rives est et ouest).

Villages d'intervention de l'équipe Penot



Conclusion

La prochaine mission est prévue du lundi 30 juillet au jeudi 9 août. Elle sera orientée sur les points suivants :

- la finalisation des stages sur la caractérisation des exploitations agricoles et sécurisation foncière,
- choix avec les opérateurs des fermes de références qui seront modélisées
- l'appui au stage Crédit.
- Les sessions API chez AVSF, BRL et ANAE
- Formation complémentaire Olympe et valorisation du réseau de fermes de références avec les Opérateurs : 3 jours

Annexe 1 : programme de la mission

PROGRAMME DE MISSION DE M. Eric PENOT

Du 19/02/07 au 28/02/07

Date	Programme	Lieu/Observations
Lundi 4 juin	Voyage sur Ambaton drazaka	Bureau BV Lac
Mardi 5 juin	Réunion Best : analyse campagnes de crédit et discussion sur méthodologie du stage Crédit	Bureau BV Lac et BEST
Mercredi 6 juin		Bureau BEST
Jeudi 7 juin	Terrain rive Ouest	Rive Ouest
Vendredi 8 juin	Terrain PC 15 rive Est	Rive est
Samedi 9 juin	Terrain Vallée Marianani	Vallées Sud Est
Dimanche 10 juin	Rédaction rapport	
Lundi 11 juin	Synthèse méthodologie stage sécurisation foncière et aménagement du territoire	Bureau BV Lac
Mardi 12 juin	Synthèse générale sur volet OP	BV lac
Mercredi 13 juin	Réunion mensuelle de coordination BV lac et retour sur Tananarive	BV lac